

## Développement des modules de formation en gestion participative par les écoles forestières d'Afrique centrale

**Norbert GAMI**  
Forafri  
BP 4035, Libreville  
Gabon

**Jean-Claude NGUIQUIRI**  
UICN  
BP 5506, Yaoundé  
Cameroun



Participants à l'Atelier régional sur le développement des modules de formation en gestion participative. Enef, Cap Esterias, Gabon, juillet-août 2001. Photo E. Goetz (GTZ).

**Huit écoles forestières d'Afrique centrale sont engagées depuis plus d'un an dans une démarche collective de mise à jour de leurs modules de formation. En effet, lors de l'atelier de réflexion sur l'adaptation de la formation au contexte de la gestion durable des ressources naturelles (Douala, Cameroun, avril 2000), les responsables des programmes de formation ont constaté l'écart existant entre les programmes actuels et les idées et pratiques en pleine évolution. Ils ont donc lancé un processus de remise à jour des formations, fondé sur une approche novatrice de « processus de groupe ».**

Les institutions de formation impliquées sont la faculté d'agronomie et des sciences agricoles de l'université de Dschang (Cameroun), l'École des eaux et forêts de Mbalmayo (Cameroun), l'École pour la formation des spécialistes de la faune (Garoua, Cameroun), le Centre régional d'enseignement spécialisé en agriculture forêt-bois (Cameroun), l'École nationale des eaux et forêts (Gabon), l'Institut de développement rural (Congo), l'Institut supérieur de développement rural (République centrafricaine) et l'École régionale post-universitaire d'aménagement intégré des forêts tropicales (Cameroun).

La démarche de groupe a été testée avec succès sur le thème de la gestion participative. Cette phase test a été initiée et facilitée par le projet de cogestion pour la conservation de la nature dans le bassin du Congo, projet conjoint de l'Union mondiale pour la nature (UICN) et de la coopération allemande au développement (GTZ). Elle a également bénéficié d'appuis de Forafri, projet régional de capitalisation et de transfert des résultats des recherches forestières menées en zone tropicale humide d'Afrique (Cirad-forêt et Cifor), du ministère français des affaires étrangères, de la division des ressources forestières de la FAO et du projet de réhabilitation de l'École nationale des eaux et forêts du Gabon (GTZ).

Dans la pratique, le défi à relever consistait à faciliter un processus d'apprentissage tout en favorisant le transfert de l'expérience des projets de terrain vers les programmes de formation. Cette approche a été jugée adéquate par les institutions qui s'engageaient pour la première fois dans un tel processus de groupe à une échelle régionale.

Le cheminement suivi a été marqué par plusieurs ateliers portant respectivement sur l'identification des besoins en formation, le choix de l'approche et le développement des modules.



Responsables des institutions de formation forestière et environnementale. Libreville, Gabon, octobre 2001.  
Photo E. Goetz (GTZ).

## Identification des besoins en formation

En novembre 2000, l'Enef a accueilli le premier atelier de formation des formateurs sur la gestion en partenariat des ressources naturelles. L'animation de l'atelier reposait sur la création de conditions de découverte et d'apprentissage, et l'identification, par les participants eux-mêmes, des objectifs d'apprentissage. Trois objectifs ont ainsi été retenus :

- connaissances en cogestion ;
- aptitudes ;
- aspects didactiques.

Ce dernier objectif a été abordé sous l'angle de la détermination des besoins en formation pour chaque niveau (techniciens, ingénieurs, etc.).

À la fin de l'atelier, les participants se sont engagés à produire un guide pour la formation en gestion participative. Les engagements pris par les participants ont été formalisés par la signature d'un document intitulé « Contrat entre nous ».

## Choix de l'approche adéquate pour l'élaboration des modules

L'École des eaux et forêts de Mbalmayo a accueilli, du 8 au 11 mai 2001, une réunion restreinte consacrée au choix de l'approche adéquate pour l'élaboration des modules de formation. L'équipe pluridisciplinaire sélectionnée rassemblait des compétences dans les domaines suivants :

- transfert de l'expérience acquise sur le terrain vers les programmes de formation ;
- élaboration des modules de formation ;
- aspects théoriques de la gestion participative ;
- leçons tirées de l'application des démarches et des outils de la gestion participative.

La méthode d'élaboration d'un programme par objectifs, choisie pour l'occasion, a amené les participants à développer une matrice. Celle-ci a permis de mettre en évidence la finalité des modules, leurs objectifs globaux, ainsi que les objectifs



Participants et travaux de groupe lors de l'Atelier de formation des formateurs en cogestion des ressources naturelles. Enef, Cap Esterias, Gabon, novembre 2000.  
Photo D. Babin (Cirad).

d'enseignement et d'apprentissage. Pour chaque objectif d'apprentissage, ont été précisés le contenu de la formation, les méthodes pédagogiques, les techniques d'évaluation, ainsi que la durée approximative du module.

Les résultats de la réunion ont été largement diffusés, tant dans le cercle des institutions de formation que dans le milieu de la recherche et de la conservation des ressources naturelles. Les remarques et les suggestions recueillies ont été prises en compte au cours de l'atelier consacré au développement des modules.

## Développement des modules

L'atelier de développement des modules de formation en gestion participative a été organisé à l'Enef, du 30 juillet au 3 août 2001. Les participants ont été choisis parmi les enseignants pressentis pour animer la formation dans les différentes écoles forestières. Le principe d'élaborer un programme de formation unique valable pour les trois niveaux (ingénieurs, techniciens, agents techniques) a été retenu, tout en laissant aux enseignants la possibilité de l'adapter en fonction des objectifs de formation de leurs institutions respectives. Au terme de cet atelier, les participants ont identifié les objectifs pédagogiques et élaboré un programme de formation en six modules :

- Introduction aux concepts et aux démarches de la gestion participative ;
- Communication sociale et facilitation des processus ;
- Analyse participative d'une situation de gestion des ressources naturelles ;
- Initiation et mise en œuvre du processus de gestion participative ;
- Gestion des conflits liés aux ressources naturelles ;
- Développement des innovations techniques dans le processus de gestion participative des ressources naturelles.

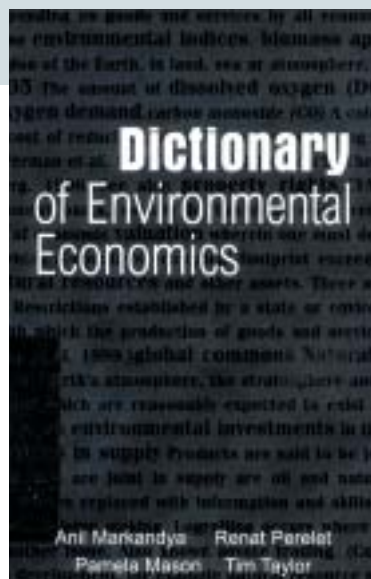
Ce programme de formation et les accessoires pédagogiques qui l'accompagnent ont été consignés dans un ouvrage, le Guide pour la formation en gestion participative des ressources naturelles, publié par l'UICN en collaboration avec Forafri, le MAE, la GTZ et la FAO.

## Validation des modules et poursuite du processus

Une réunion des responsables des institutions de formation forestière et environnementale concernées par le processus a été organisée les 4 et 5 octobre 2001, à Libreville (Gabon), en vue de valider les modules de formation identifiés. Les participants ont examiné et approuvé les modules élaborés pendant la phase test. Convaincus de la pertinence de cette approche axée sur un processus de groupe, ils ont recommandé son application à d'autres thèmes prioritaires : l'aménagement forestier, la gestion de la faune dans le contexte de la sécurité alimentaire, la gestion des aires protégées, la valorisation des produits forestiers non ligneux.

La poursuite du processus est envisagée dans le cadre d'un projet de renforcement de la collaboration régionale entre les écoles forestières et environnementales d'Afrique centrale. Les trois axes stratégiques qui constituent l'ossature de ce projet sont la formation, la recherche et la communication. Le contenu de ce projet sera précisé et approuvé au cours d'une prochaine réunion des responsables des institutions de formation concernées, prévue en avril 2002.

Un réseau des institutions de formation forestière et environnementale d'Afrique centrale a été mis en place pour faciliter le pilotage de l'ensemble du dispositif. L'Enef est chargée d'assurer la coordination du réseau jusqu'à l'approbation du projet. La Déclaration de Libreville a été signée par tous les responsables, afin de formaliser l'engagement pris conjointement de poursuivre ce processus.



MARKANDYA A., PERELET R., MASON P., TAYLOR T., 2001.  
**DICTIONARY OF ENVIRONMENTAL ECONOMICS.**  
 EARTHSCANN, 196 P.

ISBN 1-85383-529-3

Earthscan Publications Ltd  
 120 Pentonville Road  
 London, N19JN  
 UK  
 Tel.: 44 (0)20 7278 0433  
 Fax: 44 (0)20 7278 1142  
 www.earthscan.co.uk

Environmental economics as a discipline is expanding rapidly. With this expansion, an increasing vocabulary has been developed to explain various techniques and ideas within the subject area. As a consequence, the need for a dictionary to explain the terms used has arisen. The definitions provided in this dictionary aim to give the reader access to some of the more technical literature that has been produced, as well as a general overview of the main techniques in the subject area of environmental and resource economics.

For most entries, a reference is given. These references denote a source in which the term has been used to date in the literature, and can be accessed by the reader seeking further detail, using the bibliography provided. To aid the reader in his or her study of environmental economics, a list of commonly used abbreviations has been included. Where definitions refer to other entries, these are italicized. Further references to related entries not mentioned explicitly are given where appropriate.

This dictionary will be a useful resource for the reader in accessing the literature relating to environmental economics. Definitions are written so as to be comprehensible to the undergraduate or layman, whilst including the technical detail necessary to elucidate the key concepts.